

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHAUX DE PROVENCE-SACAM

Ancien Chemin de Martigues
13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

Références : D/SPR/GP/32/2023
Code AIOT : 0006401572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES. L'inspection a été annoncée le 27/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE PROVENCE-SACAM
- Ancien Chemin de Martigues 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES
- Code AIOT : 0006401572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaux-de-Provence exploite une carrière de calcaire qui alimente l'usine de production de chaux située sur le même site.

Carrière autorisée à produire 700 kt/an en moyenne de calcaire et 1 Mt/an au maximum, par arrêté préfectoral n°2003-97C du 16 mai 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sur les déchets de l'industrie extractive

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Elaboration PGD	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non conformité relevée concernant le plan de gestion des déchets a mené à s'interroger sur le caractère appropriée de la rubrique 2720 à ce site.

Il ressort que le site n'a pas à être classé 2720, mais que les pratiques actuelles de mélange réalisées par l'exploitant doivent être portées à la connaissance de l'administration afin d'être autorisées ainsi que certaines conditions d'exploitation qui nécessitent des modifications.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fournir un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux....</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un plan de gestion des déchets (PGD) en date de septembre 2016. Ce plan répond au contenu prévu à l'article 16bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif au carrière. Or le site de Chaux de Provence est soumis à la rubrique ICPE 2720, et à ce titre l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives s'applique au site, et notamment son article 5 qui vient compléter le contenu attendu du PGD.</p>
<p>Observations : Lors de l'inspection du 24 juin 2022, l'inspection a précisé à l'exploitant qu'elle reviendrait vers lui pour lui faire part de la nécessité que le site soit soumis ou non à la rubrique 2720. Par mail du 24/10/2022, l'exploitant a précisé ces conditions d'exploitation à savoir que: " les fines de dépoussiérages de l'usine sont valorisées par intégration dans les fractions fines de calcaire maintenant destinées à la vente (0/15 mm argileux dans le PGD). Le mélange est directement effectué dans nos installations de concassage primaire, et ce, sur les deux sites.</p> <p>Concernant les boues de curage, le mélange s'effectue sur une zone temporaire au niveau des paliers granulat « avant stockage sur la carrière »."</p> <p><u>Position de l'inspection:</u> Les fines de dépoussiérage issus de l'usine sont considérées comme des déchets de l'industrie extractive. Par contre le mélange de ces fines dans le process doit faire l'objet d'une demande particulière au titre du L541-7-2.</p> <p>A l'inverse, les boues de curage de l'usine ne sont pas des déchets de l'industrie extractive. En l'état, ces déchets ne sont pas admissibles en carrière.</p> <p>Le fonctionnement actuel ne nécessite pas de classement en 2720.</p> <p><u>Demande de l'inspection</u></p> <p>L'exploitant devra transmettre sous 3 mois à l'inspection un porter à connaissance pour faire état de ce changement de rubrique et pour proposer des modalités d'exploitation afin de modifier l'exutoire des boues de curage qui en l'état ne peuvent être acceptées en carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet